



Luxembourg, le 15 mai 2012

### *L'Europe de la solidarité !*

*« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. »*

Robert SCHUMAN, déclaration du 9 mai 1950

A l'occasion de la Journée de l'Europe du 9 mai et de l'investiture du nouveau Président de la République française François Hollande ce 15 mai, les Jeunes socialistes luxembourgeoises (JSL) désirent s'exprimer sur la nécessité de l'approfondissement de la construction européenne et sur la nécessaire réorientation des politiques économiques européennes actuelles.

Dans la lignée des Pères fondateurs de l'Europe, les JSL estiment, tout comme le nouveau président français, que la mise en place de politiques de relance économique est l'unique voie possible pour réduire à terme les déficits budgétaires des Etats et les taux de chômage excessivement élevés dans l'ensemble de l'Union européenne. **Il faut en terminer avec la politique d'austérité !**

Aujourd'hui, le projet européen est en danger ! Plus particulièrement en Grèce, la situation économique déplorable et les remèdes d'éléphants administrés par la Troïka composée de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du Fonds monétaire international ont favorisé la montée des partis extrémistes lors des élections du 6 mai. L'entrée du parti néo-fasciste Aube dorée au Parlement grec est extrêmement inquiétante. Les JSL demandent aux responsables politiques européens de prendre enfin leurs responsabilités et de ne pas pousser les peuples européens dans les bras de ces groupuscules extrémistes ! L'absence de légitimité démocratique de la Troïka en Grèce, dont aucun des membres n'est issu d'élections au suffrage universel, induit un fort rejet des politiques imposées ! Même si le peuple grec sanctionne ainsi avant tout la classe politique du pays qui a, des décennies durant, mené une politique ayant conduit à la catastrophe que connaît la Grèce aujourd'hui, les politiques européennes devraient être telles qu'elles permettraient aux Grecs de voir en elles des alternatives valables et vivables à leur situation actuelle ! Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain en punissant le peuple grec plus que de raison ! **L'Union européenne doit offrir des perspectives et non pas anéantir l'espoir des citoyens !** Voilà pourquoi, les JSL appellent au renforcement de la légitimité de l'intégration européenne qui doit

mener à une **Europe sociale et solidaire**. La crise économique a montré que des réponses aux inquiétudes des citoyens peuvent uniquement être apportées au niveau de l'Union européenne et non plus au niveau des Etats nationaux. La concurrence interétatique en termes de compétitivité économique et le dumping économique et social qui en résultent ne peuvent que renforcer la position des entreprises multinationales qui jouent de ces différences. Voilà pourquoi une gouvernance économique plus intégrée devient inévitable au niveau européen !

Le projet européen doit donc enfin permettre l'émergence de cette « solidarité de fait » dont parlait Robert Schuman il y a 62 ans ! Pour ce faire, les décideurs nationaux ne doivent plus pouvoir se cacher derrière les « directives européennes » à chaque fois qu'une décision désagréable pour leurs électeurs se profile, et ils ne doivent plus s'attribuer les mérites lorsqu'une décision européenne permet la mise en œuvre de mesures populaires auprès de l'électorat ! L'introduction d'une **taxe sur les transactions financières** au niveau européen dont une grande partie des recettes serait reversées en direction du budget européen serait un pas dans la bonne direction afin de donner à l'Union européenne les moyens de mise en œuvre de politiques, notamment de politiques sociales.

De même, l'émission d'**Eurobonds** permettant de mutualiser une partie de la dette des Etats est pour les JSL une nécessité absolue. Après l'ouverture des frontières pour les acteurs économiques, il est temps aussi d'ouvrir les frontières pour la solidarité ! Cette mutualisation de la dette permettrait des investissements européens en vue de favoriser la relance économique.

La **légitimité démocratique** des institutions européennes doit également être améliorée. Certes, le Parlement européen est élu au suffrage universel et les membres de la commission européenne désignés par les gouvernements nationaux eux-mêmes issus du suffrage universel. Cependant, l'opinion publique européenne est peu impliquée dans la définition des politiques européennes. Nous estimons qu'il est nécessaire à la fois de renforcer le sentiment européen auprès des masses – notamment en érigeant le 9 mai comme jour férié à travers toute l'Europe – et d'approfondir la démocratie européenne. Nous revendiquons ainsi l'élection au suffrage universel par tous les citoyens de l'Union du président du Conseil européen, dont le rôle se trouverait ainsi renforcé !

Voilà pourquoi, l'élection de François Hollande est pour les JSL une raison d'espérer un tournant en Europe ! La relance économique est nécessaire si nous voulons réduire les déficits budgétaires et les dettes publiques à moyen terme ! **Le changement, c'est maintenant... aussi en Europe !**